



Le quartier des géographes en France

Anne-Lise Humain-Lamoure

► To cite this version:

Anne-Lise Humain-Lamoure. Le quartier des géographes en France. Authier J.Y., Bacqué M.H., Guérin-Pace F. Authier J.Y., Bacqué M.H., Guérin-Pace F., Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales, La Découverte, pp.41-51, 2007. hal-00258013

HAL Id: hal-00258013

<https://hal.science/hal-00258013>

Submitted on 21 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le quartier des géographes en France

*Anne-Lise Humain-Lamoure,
Paris 1, UMR Géographie-cités*

Le quartier : « étymologiquement, portion d'un tout divisé en quatre parties [quartier de pomme]. En fait, portion assez quelconque de l'espace [...] ; le mot est étendu à toutes sortes de divisions : quartier de brie, quartier d'orange, et même bloc détaché d'un tout mal défini [quartier de roche]. » [Brunet, Ferras, Théry, 1992, p. 411] C'est ainsi que le dictionnaire critique Les mots de la Géographie commence une sorte de non-définition du quartier, sans en préciser l'utilité en géographie, et notamment dans l'analyse urbaine. Le quartier n'est donc pas une évidence géographique : morceau d'espace ubiquiste, il n'a pas d'échelle et de lieu propre.

Il ne prend sens, tout à la fois échelle et objet dans l'analyse urbaine, qu'à la fin des années 1970, dans le contexte d'une double crise : celle, disciplinaire d'une géographie en révolutions qui peine à se définir ; celle notionnelle d'un quartier dont la pertinence est contestée. Se saisir du quartier en géographe devient donc un enjeu disciplinaire, où la co-émergence de la science et de son objet renvoie aux fondements théoriques et méthodologiques de leur double existence. Il s'agit donc de s'interroger ici à la fois sur la spécificité des approches géographiques du quartier et sur l'originalité des apports de la discipline sur cet objet.

Revenant sur le contexte d'émergence concomitante du quartier comme objet et de nouvelles géographies, nous pourrions explorer la façon dont les géographes se saisissent du quartier : où et comment le situent-ils ? Et se situent-ils par rapport à ce nouvel objet ?

QUARTIER ET GÉOGRAPHIE : RENOUVELLEMENTS ET ÉMERGENCES

Si le terme apparaît sous la plume des géographes dès le début du XX^e siècle [Reclus, 1895]], il n'est vraiment utilisé qu'à partir des années 1930, lorsque est fixé pour longtemps le plan canonique de toute étude urbaine : emplacement, évolution, fonctions, démographie, quartiers [Blanchard, 1911, 1935]. Mais les analyses intra urbaines restent marginales jusque dans l'après guerre : la ville s'étudie à d'autres échelles : réseaux nationaux ou régions urbaines.

Un espace longtemps mal défini

A défaut de réflexion sur la notion, le quartier oscille grossièrement, selon les études, entre deux définitions sommaires. L'une reprend la vision fonctionnaliste des aménageurs, fondée sur la division technique et sociale de l'espace et calque sur leurs zonages de simples typologies : « quartiers des affaires », « quartiers industriels », « quartiers résidentiels » ou « quartiers ethniques » [Alexandre 1930]. « L'importance du quartier dans l'histoire de l'urbanisme est chose banale : pratique courante et « allant de soi ». [...] L'habitude sera marquante, significative de façons de se représenter le monde urbain. » [Coste, Roncayolo, 1983]. Les grands manuels de géographie urbaine perpétuent cette vision du quartier : il n'est qu'une « fraction d'espace urbain présentant des caractères communs » [Chabot, 1948]. Une seconde interprétation du quartier postule, à cette échelle, une sociabilité

spontanée, souvent sur le modèle nostalgique du village rural ou de la paroisse. « Le quartier doit être un microcosme qui permet à la vie de la femme et de l'enfant de s'épanouir aisément dans les fonctions de protection, de reproduction et d'éducation » [Bardet, 1948, p. 478]. Le quartier est alors un cadre quasi naturel, hérité d'anciennes pratiques d'un groupe socio-démographique identifié. [Comby, 1964 ; Lazzarotti, 1971]. Le quartier est posé comme lieu d'enracinement face à la ville démesurée et déstructurante.

Le quartier a donc longtemps été un espace peu exploré, un flou conceptuel, où se confrontent, sans véritable objet, deux visions de la ville, l'une fonctionnaliste, l'autre organiciste. Le quartier ne devient véritable objet de recherche qu'au cours des années 1970, paradoxalement, au moment où son existence est remise en cause en géographie, comme dans l'ensemble des sciences sociales.

Le quartier est mort, vive le quartier !

Alain Bourdin souligne le paradoxe d'un attachement à un espace local, comme le quartier, au moment où le fonctionnement de la ville rend difficile l'identification de tels lieux : « La revendication d'une identité locale, la recherche des « racines », l'intérêt pour le patrimoine local n'ont jamais été aussi forts. [...] Or définir des entités aux périmètres clairs, durables, et justifiés par la nature, les traits culturels ou une légitimité historique, est de plus en plus difficile » [Bourdin, 2000]. Certains, plus radicaux, concluent à la « quasi inexistence sociale des quartiers » [Ledrut, 1977]. « Survivance d'un passé révolu, le quartier n'aurait plus, dans l'organisation urbaine d'aujourd'hui comme dans les pratiques sociales et les modes de vie, qu'un rôle subalterne. L'éclatement des réseaux de sociabilité, autrefois largement étayés par l'organisation familiale et la proximité du voisinage, davantage fondés aujourd'hui sur le milieu de travail et sur les pratiques de loisir, retirerait désormais au quartier sa fonction traditionnelle de cellule élémentaire de la société urbaine. » [Merlin, Choay, 1988] Avec l'évolution rapide des formes et des fonctions des agglomérations urbaines et les nouvelles logiques de mobilités de leurs populations, le rôle déterminant de la proximité est contesté [Piolle, 1991, Ascher, 1998, Challas, 2000]. Le quartier semble disparaître comme échelle intermédiaire de pratiques entre un voisinage élargi, structuré en fonction de logiques d'étroite proximité, et l'agglomération entière, terrain de parcours et de réseaux. Le postulat d'un quartier, « fraction d'espace », reposant sur des logiques de contiguïté, semble battu en brèche. Des logiques de structuration plus réticulaire de l'espace urbain se renforcent, toute logique de proximité, dans la construction des pratiques et des identités urbaines, serait devenue caduque.

Pourtant, on trouve durant cette période, une recrudescence de travaux où le quartier prend une place décisive. La base SUDOC (système universitaire de documentation) recense quatorze thèses en sciences sociales portant sur le quartier entre 1970 et 1979, trente-six de 1980 à 1989, quarante-six de 1990 à 1999. Les géographes y prennent une part importante. Les manuels consacrent de plus en plus de place au quartier [Rimbert, 1973, Bertrand, 1978a, 1980]. Des rapports ou des thèses ne portant pas directement sur le quartier [Bailly, 1977, Bertrand, 1978b] contribuent à en faire une échelle d'analyse valorisée et un objet à part entière de recherche. Cependant, l'avènement du quartier comme thème de recherche en géographie s'opère au moment où la discipline connaît de profondes mutations : délaissant l'étude très vidalienne des rapports homme/milieu, elle se réclame pour une part « science sociale de l'espace » [Robic et al., 2006]. Nombre de géographes, en faisant du quartier un objet de recherche, incorporent des concepts et des méthodologies issues d'autres sciences sociales.

Le quartier à définir comme objet : lieu d'acculturation

Les travaux portant sur le quartier montrent de manière patente une fragmentation importante des champs et des méthodologies de recherche. Selon les écoles et les courants, se produit une acculturation des géographes au contact d'autres sciences sociales. Autour du quartier, on peut distinguer schématiquement deux principaux courants de recherche qui puisent à différentes sources de nouveaux instruments théoriques et méthodologiques.

Un premier courant de recherche s'inspire directement de certains travaux de l'École de Chicago [Mckenzie, 1923, Burgess, Park, Mckenzie, 1925], réédités dans les années 1960 et ramenés de la géographie anglo-américaine par quelques « passeurs » [Racine, 1971]. Sont également très souvent cités des sociologues contemporains [Chombart de Lauwe, 1965, 1982, Coing, 1966, Lefebvre, 1967, Chamboredon, Lemaire, 1970, Halbwachs, 1970, Castells, 1975, 1981]. En se fondant également sur les méthodes de l'analyse spatiale et des statistiques, en plein essor [Pumain, Robic, 2002], ce nouveau courant cherche à analyser l'inscription spatiale de données socio-démographique. L'agglomération est l'échelle d'étude privilégiée : le quartier n'est donc pas un objet d'analyse posé a priori, mais construit dans la démarche. Il n'est pas analysé pour lui-même, mais par ses caractéristiques et sa position au sein de la ville. Le quartier apparaît donc comme le résultat spatial de processus sociaux. Cependant certains objectent qu'il n'est pas possible d'aborder le quartier sans analyser les rapports sociaux. Le quartier ne serait pas seulement une production sociale, mais une co-production de l'espace et de la société.

Naît donc parallèlement un second courant de recherche, plus qualitatif, fondé sur la notion de territoire, comme résultat de l'interaction espace/société. Cette démarche fait référence à de multiples sciences sociales : elle emprunte ses notions à la philosophie et aux lettres [Merleau-Ponty, 1945, Barthes, 1971, De Certeau, 1980], à la sociologie [Young et Willmott, 1957, Ledrut, 1973, 1977, 1984, Noschis, 1984] et ses méthodes à la géographie anglo-américaine de la perception des villes [Lynch, 1960, Gould, White, 1984], à la psychologie environnementale et sociale [Piaget, Inhelder, 1948, Moles, Rohmer, 1982, Moscovici, 1984,], voire à l'anthropologie [Hannerz, 1980]. Le quartier devient alors un véritable objet, abordé selon différentes thématiques : modes d'habiter, pratiques et représentations, études des réseaux sociaux. De nouvelles méthodologies apparaissent : questionnaires et entretiens individuels, observations directes ou participantes et relevés de pratiques, cartes mentales. Naît ainsi un courant de recherche autour des notions d'espace vécu et/ou perçu qui accorde une place prépondérante à l'individu pour appréhender des quartiers érigés en territoires.

Ainsi le quartier apparaît dans des démarches très différentes mais toujours comme un objet transdisciplinaire. Pourquoi dès lors l'étudier en géographie ? Sans doute parce qu'au moment même où elle peine à se définir, ce nouvel objet de recherche suppose de réinterroger les fondements de la discipline.

LE QUARTIER, UN DÉFI GÉOGRAPHIQUE

Étudier le quartier en géographe, c'est d'abord pouvoir le situer et donc, en donner des limites ou au moins une étendue claire. La question de sa délimitation est donc cruciale et particulièrement étudiée. Comment isoler un quartier dans un tissu urbain par nature complexe et multidimensionnel ? La question de la limite renvoie immédiatement à celle des critères de définition du quartier. Pour pouvoir trouver une limite, il faut savoir ce qui le constitue.

Le quartier, de l'espace à découper au territoire à identifier

Une première approche peut consister à définir le quartier dans la morphologie spatiale et sociale de la ville tout entière : elle se place dans la tradition du quartier comme zone homogène (même si la notion d'homogénéité évolue et renvoie ici à une forte spécialisation statistique). L'innovation n'est donc pas d'abord théorique, mais méthodologique dans la spatialisation des données et sur le choix du corpus, associant des aspects de morphologie spatiale (bâti, type de logement) et sociale (structure des ménages, classes sociales, origine ethnique..). Le quartier reste une « fraction du territoire d'une ville, dotée d'une physionomie propre et caractérisée par des traits distinctifs lui conférant une certaine unité et une certaine individualité. [...] Les facteurs de différenciation et donc les critères de délimitation des quartiers [peuvent être] la configuration des sites et la topographie [...] ; la période de première construction et les caractéristiques historiques, architecturales et urbanistiques qui en ont résulté [...] ; la typologie dominante des bâtiments [...] ; les fonctions qui y sont exercées principalement [...] ; la répartition des groupes sociaux ou économiques [...] ; la séparation des groupes ethniques dans certaines villes [...] ». [Merlin, Choay, 1988]. C'est donc développé une approche modélisante qui vise à isoler dans l'espace urbain des spécialisations et à en tirer une typologie de quartiers [Bailly, Beaudry, 1976]. A l'échelle du quartier proprement dit, se développent également des études proches de l'écologie urbaine : par exemple, la constitution systémique des ghettos noirs aux Etats-Unis [Durand-Dastès dans Loi, 1984]. Le quartier est alors défini comme une « forme sociale » dotée d'une certaine inertie découlant de processus spatiaux et sociaux [Simmel, 1896] et qui, en retour influe sur l'aspect physique et social de la ville. De nombreuses études portant sur des phénomènes de ségrégation, ou plus récemment de gentrification, utilisent alors souvent cette notion de quartier, sans que pour autant elle en soit l'objet.

Cette démarche fondée sur des variables objectives permet des études enfin comparatives (la monographie était jusque dans les années 1970 une règle), mais n'établit pas de définition univoque et systématique du quartier (selon les auteurs, les terrains, les critères retenus celle-ci varie considérablement). Le quartier ne se laisse pas isoler facilement. De plus, la plupart des données dont on peut disposer, notamment au travers des recensements, reste attachée au lieu de résidence, au mieux, au lieu de travail. Or la plupart des tenants de la « fin des quartiers » remettent précisément en cause le quartier comme espace de proximité autour du logement. A rebours de cette approche spatiale, c'est donc constitué un courant de recherche fondé sur le rôle de l'individu – ses pratiques et ses représentations - dans la constitution d'un quartier, espace vécu. « On passe alors d'une géographie de l'objet, à une géographie du sujet, responsable de la production de cet objet, étant entendu qu'entre objet et sujet la relation est récursive et dialectique. [...] S'introduit également une autre idée : celle de l'existence d'une certaine identité entre l'objet et le sujet, [...] le postulat de l'impossible compréhension des faits géographiques sans entrer, d'entrée de jeu, dans le problème ni par l'objet ni par le sujet, mais par l'étude de la relation entre les deux. » [Racine, 1991]. Les données initiales ne sont donc plus des informations caractérisant l'espace, mais des individus, ou plus précisément les pratiques qu'ils en ont et les images qu'ils s'en font. Il ne s'agit pas tant de découper l'espace que d'analyser le sens qui lui est donné : l'identification du quartier, l'identification au quartier.

L'espace vécu est défini comme « un espace connu, approprié, sécurisant, propre à chaque citoyen. » Il dépend aussi et surtout de « facteurs psychosociologiques restreignant ou étendant l'espace fréquenté. » [Metton, Bertrand, 1974] Le quartier est saisi « du dedans

par ses habitants ». L'approche est nettement phénoménologique et psychologique : « ce quartier vécu, espace connu, approprié, intime, tient son unité de l'égoïsme de chacun » [Metton, 1969]. Ces quartiers-territoires diffèrent donc d'un individu à l'autre. Ils échapperaient, plus ou moins selon les auteurs, à l'influence de facteurs sociaux, économiques ou culturels. Dans le dialogue qui s'instaure entre l'individu et le quartier ou plus exactement, entre le sujet et la ville, les facteurs sociaux ne créeraient que quelques perturbations, dans la mesure où ils limitent les déplacements de l'individu. Mais d'autres assimilent la perception de l'espace urbain à la production des images de la ville : « en fonction de son savoir, de son imagination, de sa mémoire, de son expérience personnelle, chacun a sa propre image, sa mental map de la ville [...] l'espace perçu diffère de l'espace réel en ce qu'il est, grâce à un stock d'informations apprises, une construction de l'esprit en réponse à des questions, à une attente. » [Vant, 1981]. Les perceptions dépendent alors très fortement des caractéristiques démographiques, de la position dans un groupe social et de la situation géographique de chacun dans la ville [Bertrand, 1978b]. On trouve donc sur le rôle des facteurs sociodémographiques dans la constitution du quartier, les approches les plus diverses et parfois contradictoires. Mais tous soulignent l'importance de la relation subjective, personnelle, qui forge le rapport spatial et réduit souvent la dimension collective du quartier (parce que les pratiques de l'espace s'individualiseraient de plus en plus) à une stricte médiation entre le citadin et la ville.

Mais alors comment passer d'un espace de proximité, familial, propre à chaque individu, en dehors des logiques classiques d'appartenances sociales, à une notion de quartier, souvent associée à une unité de vie collective ?

Le quartier, territoire d'une communauté ?

L'attachement individuel ne suffit pas : une appropriation collective est nécessaire pour qu'un quartier ait une existence [ne serait ce qu'un nom] et une signification pour ses habitants. C'est donc une structure construite, produite et imaginée par l'individu, mais néanmoins intelligible pour la collectivité en tant que représentation imprégnée d'informations et d'apprentissages sociaux. A l'extrême, certains géographes, notamment anglo-américains, définissent le quartier comme la projection spatiale, le produit d'une entité communautaire [Hayden, 2001]. Cette conception suppose que de micro-sociétés, enracinées dans leurs espaces de vie et développant des valeurs communes, ainsi que des liens étroits d'échange, d'entraide et de reconnaissance mutuelle, créent « leur » quartier. Cependant des quartiers homogènes au regard d'un ou de plusieurs critères (ghettos raciaux ou gated communities fondées sur l'âge ou le niveau socio-économiques des résidents) sont des cas particuliers qui ne permettent donc pas d'expliquer, dans l'ensemble des contextes urbains, l'existence de quartiers collectivement appropriés.

Pour P. Sansot, un quartier se constitue de la valeur et de l'attachement nés de la ritualisation des pratiques répétitives de ses habitants. Le renouvellement quotidien des gestes et de situations très simples est le support concret à l'appropriation de l'espace. Existerait donc une communauté forgée dans l'espace quotidien (qui, en retour, contribue à le créer) par une perception « endogène », plus ou moins consciente d'appartenance au quartier [Sansot, 1980]. Cependant l'inscription territoriale dans un quartier n'est pas nécessairement mécaniquement liée à un processus d'identification [Le Guirriec, Guérin-Pace, 2006, dans cet ouvrage]. L'identification-édification du quartier pourrait alors naître d'un regard extérieur, une perception « exogène », voire de regards croisés [Bopda, 1997]. Son existence peut donc dépendre de la manière dont il est perçu par ceux qui « ne sont pas

du quartier », et des représentations que l'imaginaire social forge à son sujet [Collectif, 1997]. Le quartier ne peut donc pas être étudié comme un territoire isolé du reste de la ville. Mais comment alors définir des limites à cette communauté même identifiée, revendiquée et reconnue (trois préalables qui sont loin d'être acquis) ? Et comment définir spatialement ce « quartier-on-dit » ? Les concepts « d'attachement », « d'appropriation » ou « d'identité » d'un individu, empruntés aux psychologues et rarement définis, semblent pouvoir se rapporter indifféremment aux lieux et aux groupes. Il faudrait donc prendre en compte, ces deux dimensions, spatiales et sociales, du quartier. Certains auteurs ont donc développé une position intermédiaire entre une définition du quartier totalement objective et extérieure à l'expérience des habitants, et une définition totalement individuelle et subjective.

Le quartier est alors posé comme un espace d'intégration sociale des individus au sein d'une collectivité par le biais de la fréquentation quotidienne d'espaces publics. Le quartier n'existe que parce qu'il y a des lieux de rencontres ayant des formes d'occupation spécifiques et dans lesquels la population a construit au cours du temps des relations ritualisées. C'est par ce phénomène que le quartier acquiert sa signification symbolique et que les habitants nouent avec lui des liens émotionnels et identitaires. Le quartier, défini comme un objet socio-spatial, serait le résultat de la manière dont l'individu conçoit les rapports entre l'espace privé, l'espace public du quartier et celui, plus vaste, du reste de la ville. Le quartier est présenté comme un « médiateur du social », fruit de la « fréquence et surtout de la qualité des contacts qu'il permet de nouer avec d'autres individus » [Di Méo, 1993] à mi-chemin entre l'anonymat des foules urbaines et la familiarité des relations amicales. Le quartier serait donc d'abord défini par des espaces publics et leurs fréquentations. Par conséquent, il n'y aurait pas de quartier partout dans la ville. D'autre part, il ne serait finalement qu'une abstraction, « capacité à médiatiser l'interaction sociale en jouant sur ses manifestations les plus anodines, sur l'éphémère socialité et ses effets rassurants, à défaut d'enracinements plus profonds. » [Di Méo, 1994]

Au total, la tentation d'objectiver le quartier serait vouée à l'échec : l'ensemble urbain ne peut être découpé en sous-ensembles que l'on pourrait ramener à une unité commune. La logique de territorialisation, selon un maillage continu et complet, trouverait ses limites dans le vécu urbain qui voit coexister des points forts autour desquels se constitueraient des quartiers, et des espaces non polarisés, en quelque sorte des « trous » dans le dispositif. Le quartier ne correspondrait pas à un territoire fini. Le quartier resterait donc à lieu et géométrie variables, constant défi au géographe.

Il existe néanmoins des quartiers parfaitement délimités : ceux institués par les pouvoirs politiques, et notamment ceux au cœur de la Politique de la Ville. Les géographes, exonérés de devoir les situer, peuvent dès lors se situer sur l'usage politique des quartiers et ses ambiguïtés.

LES GÉOGRAPHES FACE AUX QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le quartier est considéré par les politiques, comme un instrument de pouvoir susceptible de modifier l'organisation sociale et politique de la ville [Gérard, 1977, Estèbe, 2004]. Or la politique de la ville, dès le début des années 1980, conditionne dans un contexte de crise économique et sociale, une nouvelle vision du quartier. La lutte contre l'exclusion urbaine et sociale passe par une action en faveur des quartiers dits tour à tour, « sensibles », « dégradés », « en difficultés ». Le Développement Social des Quartiers de 1982 à 1988, puis la politique de la ville de 1989 à 1994, et le Pacte de Relance à partir de 1995-1996

privilégient le quartier comme niveau d'intervention d'une politique de discrimination positive. La mise en place progressive de ces politiques et de multiples institutions d'évaluation et d'observation (parmi lesquelles le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), l'Institut d'aménagement urbain de l'Île de France (IAURIF), la Délégation Interministérielle à la Ville, (DIV)), a suscité en géographie un nouveau courant de recherche – ou d'expertise - centré à la fois sur les quartiers de banlieue et parallèlement les quartiers centraux en rénovation. Au travers de l'analyse de ces quartiers, on trouve deux axes de réflexion : d'une part, sur les représentations et les idéologies qui sous-tendent cette utilisation du quartier ; d'autre part sur la pertinence des découpages et de la maille de gestion « quartier ».

Le quartier, une solution pour la ville ?

Le quartier est considéré par ces politiques comme l'échelon idéal pour une territorialisation de politiques socio-économiques et des démarches participatives. Il s'agit de favoriser la mixité sociale des quartiers et restaurer un lien social perçu aujourd'hui en crise. L'ambition est grande : il s'agit d'organiser l'espace autant que les relations sociales. Cette conception du quartier suppose donc qu'une cohésion sociale peut être obtenue par une connexion spatiale. Face à cette définition du quartier (au moins dans son utilité supposée), les géographes restent généralement critiques tant sur la forme urbanistique, que sur la notion même de mixité.

La forme urbanistique se veut plus diversifiée : le « nouveau quartier » qui cherche dans une idée de la ville traditionnelle son fondement, y puise également des éléments de sa forme (espaces piétonniers, par exemple). Ce retour au passé plus ou moins idéalisé, au « patrimoine réinventé » [Alain Bourdin, 1984] n'est-il pas un retour déguisé à une vision fonctionnaliste de la ville, caractérisée par la division technique et sociale de l'espace, de l'entre deux guerre ? La rationalité de l'ensemble n'est jamais fondamentalement remise en cause, on se contente d'ajouts, de réajustements, comme l'exprime la nostalgie vers la « requalification » (ravaudage de quartiers anciens, opérations de sauvegarde...) « C'est la représentation choyée et indéfiniment vantée et vendue du « comme autrefois », du village, de la paroisse ou faubourg, avec un nom, un saint, une physionomie... avec les vertus positives de communauté, rapportées contradictoirement soit aux solidarités d'un groupe social homogène, soit à l'équilibre organique du mixage. » [Coste, Roncayolo, 1983].

De plus, « se revendiquant du modèle républicain, la mixité donne pourtant lieu à de nombreuses ambiguïtés. Elle relève d'une vision normative d'un quartier idéal qui nierait les cultures populaires et opposerait « la ville à la banlieue », le « bon » espace du centre et son « bon » mode de vie, aux lieux inaboutis de la périphérie et aux modes de vie déficients qu'ils imposent. » [Genestier, 1994] On améliore le quartier pour y attirer de nouvelles populations, avec l'idée qu'en organisant les formes, les flux et les liaisons physiques, on va créer du lien social entre les habitants et ceux du centre-ville. La conception du quartier oscille donc constamment entre une vision républicaine d'équité rapportée au territoire urbain découpé en quartier-zone et une approche fondée sur une discrimination positive rapportée non plus à l'espace mais aux populations qui y vivent et qui sont alors traitées comme un groupe uni. Le quartier est donc tantôt défini comme une portion d'espace géométrique, tantôt comme un groupe de population plus ou moins homogène. Ces conceptions du quartier, nées dans un contexte de requalification de certaines zones centrales ou d'aménagement d'ensemble périphériques, ignorent la question de l'échelle et sont sous-tendues par une vision strictement centre-périphérie de la ville : les anciens

quartiers populaires du centre, mythifiés, idéalisés et patrimonialisés sont posés en modèle [Estèbe, 2004]. Cette représentation du quartier est mise en avant, comme une évidence, à l'exclusion du reste de la ville. « Cet aveuglement ne traduirait pas quelque duplicité ? Quartier-alibi servant des intérêts économiques et politiques ; ou simplement, quartier-utopie, faux espoir de l'architecte à la recherche d'espaces idéaux qui se décrèteraient identitaires, voire communautaires, et apporteraient déjà, par leur seule existence, quelques réponses simples aux problèmes sociaux ? » [Di Méo, 1994, p. 264].

Cependant, s'interroger sur l'usage du quartier dans la ville, c'est aussi aborder avec une intensité renouvelée la question des échelles : « Du quartier à l'agglomération se pose en effet la question du niveau de décision le plus adéquat pour les différents problèmes à traiter. Autrement dit, on s'interroge sur la meilleure façon de concilier l'échelle de la décision à l'échelle des problèmes » [Bassand, Leresche, 1994, p. 11].

Le quartier, cadre de territorialisation de politiques socio-économiques

L'analyse des découpages en quartiers et de leur utilisation comme maille de territorialisation des politiques économiques et sociales n'a été abordée que très récemment en géographie. En effet, celle-ci a peu participé à la constitution d'un champ de recherche, relativement autonome, pluridisciplinaire, autour de l'appellation « policy studies ». Certains géographes en viennent à s'interroger sur la place de la géographie dans ces analyses [Guermond, 1996], tandis que d'autres s'en étonnent et tentent de trouver les raisons d'un tel silence : « Une facette des phénomènes urbains reste obstinément cachée, celle concernant la ségrégation sociale et spatiale. Bien sûr, tout le monde reconnaît son existence et son importance mais rares sont les études empiriques sur ces sujets. Tout se passe comme s'il s'agissait d'une partie honteuse du système urbain qu'il vaudrait mieux cacher, notamment pour ne pas donner d'arguments de lutte aux exclus ! » [Bassand, Leresche, 1994, p. 10]. L'analyse de certains quartiers, comme territoire d'exclusion ou en tout cas, espace de ségrégation, serait donc biaisée politiquement et idéologiquement [Rhein, 1997]. Les géographes, peu à l'aise dans un rôle d'expert, ont donc longtemps délaissé cet aspect du quartier aux sociologues et aux urbanistes.

Cependant, depuis la fin des années 1990, les géographes s'interrogent de plus en plus sur les découpages de la politique de la ville et de leurs impacts dans la lutte contre les ségrégations. On trouve de nombreux travaux qui plaident pour une approche de l'exclusion sociale par le territoire [Mathieu, 1997], et donc une interrogation sur la pertinence de la maille de territorialisation qu'est le quartier [Béhar, 2000, Estèbe, 2004]. Associant analyse spatiale des données appliquée à des échelles fines et méthodes qualitatives (entretiens avec les acteurs de la ville), des études montrent le décalage, parfois important, entre les zones de précarité et la géographie des quartiers prioritaires, mais aussi l'efficacité parfois plus forte de territorialisation à d'autres échelles [Ribardièrre, 2003]. Indirectement, d'autres analyses montrent selon les lieux, soit des discontinuités très fines à l'intérieur même des quartiers, soit de fortes concentrations de pauvreté bien au-delà de l'échelle quartier [François et al., 2003]. Ainsi le quartier, tout en devenant – chose tout à fait nouvelle, une échelle d'analyse des discontinuités dans la ville, est replacé parmi d'autres découpages opérationnels, dans une démarche multiscalaire.

Ces études sur les découpages de la ville se doublent d'une réflexion naissante sur l'inscription d'institutions consultatives, voire participative à cette échelle (conseils et régions de quartier). « Le découpage politique de l'espace constitue une dimension importante de la démocratie locale » [Levy, 1989, p. 313]. En effet, M.C. Maurel montre que la production

d'une maille met en jeu deux principes : un « principe de visibilité » qui procède d'une volonté de contrôler l'espace, de l'homogénéiser dans un souci de fonctionnalité ; un « principe d'identification » au sens littéral, mais aussi au sens symbolique - la délimitation crée une différenciation qui permet de définir à la fois une relation au territoire et une relation à l'autre [Maurel, 1984]. Ces deux principes sont évidemment liés et se combinent de manière dialectique. Mais l'un peut l'emporter sur l'autre, existent alors, des « mailles concrètes », territoire dans lequel se reconnaît une société, par opposition à des « mailles abstraites », définie par l'emprise d'un pouvoir, dont l'initiative est étrangère à celui-ci [Raffestin, 1978]. La façon dont les habitants et les usagers se saisissent de ces découpages et de ces territorialisation socio-économiques devient donc actuellement un terrain de recherche renouvelé [Bacqué, Rey, Sintomer, 2005]. Mais là aussi, le quartier, bien qu'échelle d'analyse privilégiée de ces processus politique, renvoie le plus souvent à une réflexion sur l'unité et l'identité de la ville tout entière.

CONCLUSION

La co-naissance de l'objet quartier et de différents courants d'une géographie en révolution explique une construction très chaotique de la notion, au gré d'études empiriques qui ne visent que rarement à définir véritablement cet objet et le constituer en un concept théorique cohérent. Au travers des quelques travaux que nous évoquons, parmi le foisonnement des ouvrages, articles et autres mémoires traitant du quartier, il ne ressort pas du quartier une définition univoque. Selon les courants de recherche, les références mobilisées et les méthodologies employées, le quartier apparaît comme un objet polymorphe et ubiquiste, tantôt mis en avant à l'exclusion de tout autre, tantôt articulé à d'autres échelles d'analyse de la ville. Véritable défi géographique dans son identification, le quartier renvoie la discipline à son fondement (comment espace et société interagissent ?) et à sa place au sein des sciences sociales. « Le quartier [...], organisé par des forces sociales qui ont modelé la ville et organisé son développement [...] est une forme d'organisation de l'espace et du temps de la ville [...]. Il serait la moindre différence entre les espaces sociaux multiples et diversifiés, ordonnés par les institutions et les centres actifs. Il serait le point de contact le plus aisé entre l'espace géométrique et l'espace social, le point de passage de l'un à l'autre [...]. » [Lefebvre, 1967].

REFERENCES

- ALEXANDRE A. (1930), « Une ville américaine : Trenton », *Annales de géographie*, p. 607-624.
- BAILLY A. (1977), La perception de l'espace urbain : les concepts, les méthodes d'études, leur utilisation dans la recherche géographique, thèse présentée à Paris IV, Atelier National de Reproduction des Thèses Lille III.
- BAILLY A. et M. BEAUDRY (1976), « Analyse typologique en milieu urbain », *L'Espace géographique*, 1976, n° 4, pp. 267-275.
- BALLIF F. (2006) *Les peaceslines de Belfast. Du maintien de l'ordre à l'aménagement urbain* (1969-2002), thèse de doctorat, Paris XII, consultable sur <http://tel.ccsd.cnrs.fr/>
- BARTHES R. (1971), « Sémiologie et urbanisme », *L'architecture d'aujourd'hui*, n° 153, p. 11-13.
- BASTIEN B. (1995) « De l'entre soi à l'enfermement », *Information sociale*, n° 45, pp. 108-113.
- BEAUJEU-GARNIER J. ET G. CHABOT (1963), *Précis de géographie urbaine*, Paris, A. Colin.

- BEHAR, D. (2000), « Les nouveaux territoires de l'action publique » dans PAGES D. et N. PELISSIER (dir.), *Territoires sous influences*, Paris, L'Harmattan.
- BERTRAND M.J. (1980), *Architecture de l'habitat urbain. La maison, le quartier, la ville*, Paris, Dunod.
- BERTRAND M.J. (1978a), *Pratique de la ville*, Paris, Masson.
- BERTRAND M.J. (1978b), *L'espace vécu des parisiens*, 2 tomes, Paris, ESA, APUR, n.p.
- BERTRAND M.J. et A. METTON (1974), « Les espaces vécus dans une grande agglomération », *L'Espace géographique*, janvier-mars 1974, p. 137-146.
- BLANCHARD R. (1911, édition augmentée, 1935), *Grenoble, étude de géographie urbaine*, Paris, A. Colin.
- BOPDA A. (1997), Yaoundé dans la construction nationale au Cameroun : territoire urbain et intégration, Paris, thèse de doctorat, Paris I, 2 tomes.
- BRUNET R., R. FERRAS, H. THÉRY (1992), « Quartier » dans *Les mots de la Géographie. Dictionnaire critique*, Montpellier, Paris, GIP-Reclus, Documentation Française, p. 411.
- BURGESS R., E. PARK, R. MCKENZIE (1925 réédité en 1967), *The City*, Chicago, University of Chicago Press.
- CASTELLS M. (1981), *La question urbaine*, Paris, Maspero.
- CASTELLS M. (1975), *Luttes urbaines*, Paris, Maspero.
- CHABOT G. (1948), *Les villes. Aperçu de géographie humaine*, Paris, A. Colin.
- CHALAS Y. (2000), *L'invention de la ville*, Paris, Anthropos.
- CHIGNIER-RIBOULON F. (2001) « Les conseils de quartier à Lyon, entre progrès de la démocratie participative et nouvelle territorialisation de l'action politique », *Géocarrefour*, volume 76, n° 3, « Les territoires de la participation », pp. 191-198.
- CHAMBOREDON J.C et M. LEMAIRE (1970), « Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de Sociologie*, vol. XI, n° 1, p.
- CHOMBART DE LAUWE P.H. (1965), *Paris, essais de sociologie urbaine, 1952-1964*, Paris, Les Editions ouvrières.
- CHOMBART DE LAUWE P.H. (1982), *La fin des villes, mythe ou réalité*, Paris, Calmann Levy.
- CLAVAL P. (1981), *La logique des villes*, Paris, Litec.
- COING H. (1966), *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Éditions ouvrières.
- COLLECTIF (1997), *En marge de la ville, au cœur de la société, ces quartiers dont on parle*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- COMBY J. (1964) « Les quartiers d'Angoulême », *Noréis*, n° 42, Poitiers, p. 171-193.
- COSTE M. et M. RONCAYOLO (1983), « Quels quartiers ? », *Urbanisme*, avril 1983, n° 195, p. 61-62.
- DAVIE M.F. (1991) « Le cloisonnement confessionnel d'une ville : le modèle beyrouhtin », *Mappemonde*, n° 4, pp. 8-12.
- DE CERTEAU M. (1980), *L'invention du quotidien*, Paris, Union Générale d'édition.
- DI MÉO G. (1993), « Les paradigmes du quartier urbain », *Sciences de la société*, n° 30, p. 55-72.
- DI MÉO G. (1994), « Epistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain », *Annales de Géographie*, n° 577, p. 255-275.
- ESTÈBE P. (2004), *L'usage des quartiers. Action publique et géographie dans la politique de la ville 1982-1999*, Paris, L'Harmattan.
- FRANÇOIS J.C. ET AL. (2003), *Les disparités des revenus des ménages franciliens en 1999 modèles multiscalaires de différenciation spatiale*, Paris, Ministère de l'Équipement, DREIF, Géographie-cités (<http://umr8504.parisgeo.cnrs.fr/download.htm>) .
- GEORGE P. (1952) *La ville, la fait urbain dans le monde*, Paris, PUF.
- GERARD A.L. (1977), *Quartier et unité de voisinage dans la pratique urbanistique française, 1919-1973*, Paris, thèse de 3^{ème} cycle, 1977, Paris 7.

- GOULD P. et R. WHITE (1984), *Cartes mentales*, traduit de *Mental Maps*, 1971, par A. Perroud et M. Roten, Fribourg, Ed. universitaires.
- HALBWACHS M. (1938 rééd. 1970), *Morphologie sociale*, Paris, A. Colin.
- HANNERZ U. (1980), *Explorer la ville, éléments d'anthropologie urbaine*, Paris, Ed. de Minuit.
- HAYDEN D. (2001), « Public Spaces as Spaces of Power » dans C. Ghorra-Gobin *Réinventer le sens de la ville : les espaces publics à l'heure globale*, Paris, L'Harmattan.
- LAZZAROTTI R. (1971), « Notes sur deux quartiers du Centre-Sud de Limoges », *Noréis*, n° 72, Poitiers, p. 730-735.
- LEDROUT R. (1973), *Les images de la ville*, Paris, Anthropos.
- LEDROUT R. (1977), *Sociologie urbaine*, Paris, PUF.
- LEDROUT R. (1984), *La forme et le sens dans la société*, Paris, Librairie des Méridiens.
- LEFEBVRE H. (1967), « Quartier et vie de quartier », Paris, Cahiers de l'IAURIF, vol. 7., mars 1967, n° spécial « Le quartier et la ville », n.p.
- LE GOIX R. (2003) *Les « gated-communities » aux Etats-Unis : morceaux de ville ou territoire à part entière ?*, thèse de doctorat, Paris 1, UMR Géographie-cités, consultable sur <http://tel.ccsd.cnrs.fr/>
- LEGROS O. (2003) *Le gouvernement des quartier populaires : production de l'espace et régulation politique dans les quartiers non réglementaires de Dakar et de Tunis*, thèse de doctorat, Université François-Rabelais.
- LÉVY J. (1989), « Quel espace pour la démocratie urbaine ? » dans C. Gagnon, J.L. Klein, M. Tremblay, *Le local en mouvement*, Chicoutimi, GRIR, Université du Québec.
- LOI D. (1984), « Sur quelques rapports entre causalité et analyse de système » dans Y. Guermond, *Analyse de système en Géographie*, Lyon, Presse Universitaire de Lyon.
- LYNCH K. (1960), *The Image of the City*, Cambridge (Massachusetts), Presses de l'Institut de Technologie du Massachusetts.
- MATHIEU N. (1997), « Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale », *Cybergéo*, n° 33.
- MERLEAU-PONTY M. (1945), *Phénoménologie de la perception*, Paris, Gallimard.
- MCKENZIE R. D. (1923), *The neighborhood*, Chicago, University of Chicago Press.
- MERLIN P ET F. CHOAY (1988), « Quartier » dans *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, PUF, p. 557-561.
- METTON A. (1974), « L'espace vécu : diversité des approches », *L'Espace géographique*, janvier-mars 1974, p. 228-230.
- METTON A. (1969), « Le quartier : étude géographique et psychosociologique », *Canadian Geographer*, vol. 4, p. 299-316.
- MOLES A. et E. ROHMER (1982), *Labyrinthes du vécu : l'espace, matière d'actions*, Paris, Librairie des Méridiens.
- MORRILL R. (1965), *Migration and the spread and growth of urban settlement*, Lund, The Royal University of Lund.
- MOSCOVICI S. (1984) *Psychologie sociale*, Paris, PUF.
- NAVEZ-BOUCHANINE F. (1992) « Autour du territoire urbain, la société civile ? » dans N. El Aoufi, *La société civile au Maroc*, Rabat, SMER.
- NOSCHIS A. (1984), *Signification affective du quartier*, Paris, Méridiens.
- PIAGET J. ET B. INHELDER (1948), *La représentation de l'espace chez l'enfant*, Paris, PUF.
- PIOLLE X. (1991), « Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité ? », *L'espace géographique*, 1991, n° 4, p. 349-358.
- RACINE J.B. (1991), *Géographie urbaine, Matériaux pour les cours et séminaires*, Lausanne, Université de Lausanne.
- RACINE J.B. (1971), « Le modèle urbain américain : les mots et les choses », *Annales de Géographie*, Vol. LXXX, 440, p. 397-427.

- RECLUS E. (1895), « The evolution of Cities », *The Contemporary Review*, 67, 2, p. 246-264.
- RIBARDIÈRE A. (2003), « Les quartiers prioritaires dans la diversité des espaces franciliens. Usages locaux d'un outil de la politique de la ville », *XXXIX^e Colloque de l'ASRDLF*, Lyon, 1, 2 et 3 septembre 2003. <http://asrdlf2003.entpe.fr/pdfpapiers/C4/151.pdf>
- RIMBERT S. (1973), *Les paysages urbains*, Paris, A. Colin.
- ROBIC M.C. ET AL. (2006), *Couvrir le monde. Un grand siècle de géographie française*, Paris, adpf.
- ROCHEFORT M. (1957) « Méthodes d'études des réseaux urbains », *Annales de Géographie*, Paris, pp. 125-143.
- SIMMEL G. (1896), « Comment les formes sociales se maintiennent » dans *Sociologie et Epistémologie*, 1981, Paris, Presses universitaires de France.
- VANT A. (1981), *Imagerie et urbanisation*, Saint-Étienne, Université de Saint-Étienne, Centre d'études foréziennes.
- YOUNG M. ET P. WILLMOTT (1957), *Family and Kinship in East London*, Londres, Routledge and Kegan.